



Retour sur la LRU et sur ce qui va changer très bientôt pour les enseignants-chercheurs et les chercheurs...

Réunion-débat avec projection du film « Universités : le grand soir »

Organisée par Frédéric Neyrat

**Vendredi 25 janvier
9h 30 - 13 h Salle des conférences de l'IRESO
59-61 rue Pouchet 75017 PARIS**

Les conditions particulières dans lesquelles la loi sur les « Libertés et responsabilités des universités » a été votée, au cœur de l'été, à l'issue d'une concertation très limitée (double limitation en vérité : quelques acteurs seulement consultés, les syndicats et surtout la CPU ; une consultation rapide et sans négociation) font que le texte est encore mal connu. Au-delà de toute autre appréciation, il est un mérite essentiel du mouvement étudiant de ces derniers mois : il a amené à rediscuter, plus largement, d'une loi qui va profondément modifier non seulement les structures de l'enseignement supérieur mais aussi, et c'est ce dont on traitera plus particulièrement dans cette séance, le statut et les conditions d'exercice des métiers d'enseignants-chercheur et de chercheur.

Le nouveau texte a des incidences en matière de recrutement : un comité de sélection qui se substitue aux commissions de spécialistes, un droit de *veto* du Président sur le choix du comité de sélection, la possibilité pour ce même Président de recruter « *pour une durée déterminée ou indéterminée, des agents contractuels (...) pour des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche* ».

Mais ce sont aussi les conditions d'exercice au quotidien du métier d'enseignant-chercheur ou de chercheur qui vont être considérablement modifiées. D'une part, du fait du creusement des inégalités entre des établissements appelés à élargir leur financement propre : dès lors, selon que l'on exercera dans un « PRES » d'excellence, labellisé comme tel par le Ministère ou dans une « Université Potemkine » (i.e. collège universitaire), les charges d'enseignement, de recherche et administratives seront fort différentes. D'autre part, comme le recommandaient déjà les rapports Espéret et Belloc, les services des enseignants-chercheurs pourront être modulés par le chef d'établissement : un décret devrait être rapidement pris, modifiant la définition de nos services autour de 192 heures d'équivalent TD. La tentation sera grande, dans les universités sans moyens, d'accroître les charges d'enseignement, au détriment de la recherche. Par voie de conséquence, les besoins apparents en termes de postes seront réduits d'autant, de même que les perspectives de recrutement. Et le « plan pour la réussite en licence », présenté par Valérie Pécresse le 13 décembre 2007, qui prévoit 5 heures hebdomadaires d'enseignement supplémentaire sans évoquer de création de postes va dans le même sens.

Pour introduire ce débat, le film de Thomas Lacoste « Universités, le grand soir » (68 mn) sera projeté. Suivront deux courtes interventions (10 mn chacune) de Sophie Pochic et Frédéric Neyrat qui ont participé à ce film, deux regards, celui d'une chercheuse et celui d'un enseignant-chercheur. Ceci permettra de donner une large place à la discussion. La séance sera présidée par Charles Gadéa.